


Informations de base	
<p>2026/0012(COD)</p> <p>COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Directive</p>	En attente de la décision de la commission parlementaire
<p>Sécurité des réseaux et des systèmes d'information (directive SRI 2) : simplification et l'alignement sur le règlement sur la cybersécurité 2</p> <p>Modification Directive 2022/2555 2020/0359(COD)</p> <p>Subject</p> <p>3.30.06 Technologies de l'information et de la communication, technologies numériques</p> <p>3.30.07 Cybersécurité, politique cyberspace</p> <p>3.30.25 Réseaux mondiaux et société de l'information, internet</p>	

Acteurs principaux				
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	ITRE Industrie, recherche et énergie		GREGOROVÁ Markéta (Greens/EFA)	26/02/2026
			Rapporteur(e) fictif/fictive TOBÉ Tomas (EPP) GEIER Jens (S&D) NIKOLIC Aleksandar (Pfe) LØKKEGAARD Morten (Renew) BOTENGA Marc (The Left) BUCHHEIT Markus (ESN)	
	Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs			
	LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne				
Commission européenne	DG de la Commission		Commissaire	

Comité économique et social européen

Événements clés

Date	Événement	Référence	Résumé
14/01/2026	Publication de la proposition législative	COM(2026)0013 	Résumé
25/03/2026	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		

Informations techniques

Référence de la procédure	2026/0012(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Directive
Modifications et abrogations	Modification Directive 2022/2555 2020/0359(COD)
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 114
Consultation obligatoire d'autres institutions	Comité économique et social européen
État de la procédure	En attente de la décision de la commission parlementaire
Dossier de la commission	ITRE/10/05088

Portail de documentation

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	COM(2026)0013 	14/01/2026	Résumé

Informations complémentaires

Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence

Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
LØKKEGAARD Morten	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	26/03/2026	KK Group The Danish Chamber of Commerce
GEIER Jens	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	11/03/2026	Computer and Communications Industry Association
GEIER Jens	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	05/03/2026	Ericsson
GEIER Jens	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	04/03/2026	OVH Groupe
GEIER Jens	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	04/03/2026	Palo Alto Networks Inc.
GEIER Jens	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	27/02/2026	secunet Security Networks AG
GEIER Jens	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	26/02/2026	Fastweb S.p.A.

Autres membres

Transparence		
Nom	Date	Représentant(e)s d'intérêts
GORI Giorgio	25/02/2026	Samsung Electronics Europe
ZIJLSTRA Auke	10/02/2026	KPN

Sécurité des réseaux et des systèmes d'information (directive SRI 2) : simplification et l'alignement sur le règlement sur la cybersécurité 2

2026/0012(COD) - 14/01/2026 - Document de base législatif

OBJECTIF : simplifier la mise en œuvre de mesures visant à garantir un niveau élevé et commun de cybersécurité dans toute l'UE.

ACTE PROPOSÉ : Directive du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : la directive (UE) 2022/2555 du Parlement européen et du Conseil relative à des mesures visant à assurer un niveau élevé et commun de cybersécurité dans l'ensemble de l'Union (directive NIS 2) établit des mesures destinées à garantir un niveau élevé et commun de cybersécurité dans toute l'Union, en vue d'améliorer le fonctionnement du marché intérieur. Depuis l'entrée en vigueur de la directive (UE) 2022/2555, des progrès ont été réalisés en matière de renforcement de la cyber-résilience de l'Union. Toutefois, sa mise en œuvre par les États membres a rencontré certaines difficultés, notamment concernant le champ d'application de la directive, l'application des obligations de gestion des risques de cybersécurité et de notification des incidents, ainsi que la supervision des entités transfrontalières.

S'appuyant sur la proposition de loi relative à la cybersécurité 2, des modifications ciblées devraient être apportées à la directive (UE) 2022/2555 afin de relever ces défis, en simplifiant certains aspects afin d'accroître la sécurité juridique et d'assurer une mise en œuvre uniforme de la directive (UE) 2022/2555.

Cette proposition fait partie d'un ensemble de mesures visant à aligner le cadre de cybersécurité de l'Union sur les besoins des parties prenantes dans un contexte de menaces cybernétiques de plus en plus sophistiquées et de réalité géopolitique complexe.

CONTENU : la proposition de directive modifie la directive (UE) 2022/2555 (directive NIS 2) afin de simplifier sa mise en œuvre et d'assurer sa cohérence avec la future loi révisée sur la cybersécurité (loi sur la cybersécurité 2). Elle répond aux préoccupations exprimées par les États membres et les parties prenantes concernant la complexité administrative, les chevauchements entre les cadres de cybersécurité de l'UE et la nécessité d'une plus grande clarté juridique. Elle modifiera la directive NIS 2 existante et rationalisera davantage les obligations imposées aux entreprises, garantissant ainsi une harmonisation accrue au sein de l'Union.

L'objectif de la directive proposée devrait être considéré comme faisant partie des objectifs généraux du paquet de révision de la législation sur la cybersécurité, qui comprend la [proposition de règlement](#) du Parlement européen et du Conseil relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA), le cadre européen de certification de la cybersécurité et la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des TIC, et abrogeant le règlement (UE) 2019/881.

Les principaux amendements ciblés à la directive NIS2 visent à:

- **faciliter la preuve de conformité à la directive NIS 2 par les entités et fournisseurs:** les entités régies par la directive NIS 2 pourront obtenir des certificats dans le cadre des systèmes organisationnels de certification en cybersécurité développés dans le cadre de l'ECCF (cadre européen de certification en cybersécurité);

- **faciliter davantage le respect des mesures de gestion des risques de cybersécurité pour les entités multinationales soumises à la supervision des autorités compétentes de plusieurs États membres:** ENISA se verrait confier un nouveau rôle de soutien aux États membres dans la supervision de ces entités, la facilitation de l'entraide et la création d'une meilleure vue d'ensemble des entités relevant de la directive NIS 2.

Parmi les autres modifications ciblées figurent:

- des clarifications du **champ d'application et des définitions.** Certaines dispositions relatives au champ d'application concernant les prestataires de soins de santé, les producteurs d'électricité, les entreprises de production d'hydrogène et les entités du secteur chimique devraient être clarifiées afin de garantir la sécurité juridique et de réduire la charge de conformité pour les entités et les autorités nationales;

- **l'exclusion du périmètre** des fournisseurs de services DNS de petite et très petite taille;

- l'introduction d'une **harmonisation maximale des actes d'exécution** (spécifiant les mesures de gestion des risques de cybersécurité) afin de faciliter la conformité des entités et la supervision des autorités;

- l'introduction d'une **nouvelle catégorie de petites et moyennes capitalisations;** les entités qualifiées de petites et moyennes capitalisations seront désignées comme des entités importantes, réduisant ainsi leur charge de conformité et la charge de supervision des autorités compétentes;

- l'obligation pour les États membres d'adopter des politiques de **migration vers la cryptographie post-quantique (PQC)** dans le cadre de leur stratégie nationale de cybersécurité; et

- l'introduction d'une collecte harmonisée de données sur les **attaques de ransomware.**

Enfin, la proposition prévoit que la Commission adopte des **lignes directrices** sur l'application des exigences de sécurité de la chaîne d'approvisionnement que les entités relevant du champ d'application de la directive NIS 2 transmettent à leurs fournisseurs, afin de garantir la sécurité juridique et d'empêcher le transfert indu d'obligations à des entités ne relevant pas du champ d'application de la directive NIS 2.